

(N° 433)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 JUILLET 1920.

Projet de loi modifiant les articles 53, 54 et 55 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Les moyens d'encouragement prévus au titre II de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 ne sont plus en rapport avec le coût actuel de la vie. Pour leur conserver leur signification et leur efficacité, il est nécessaire d'en majorer l'importance.

L'article 53 de la loi précitée, relatif au concours universitaire, fixe à 100 francs la valeur de la médaille en or et à 400 francs le prix (en argent ou en livres) à décerner aux lauréats.

L'article 55 établit le montant des bourses de voyage à 4,000 francs, à répartir en deux années : les règlements exigent, pour cette somme, un séjour de seize mois à l'étranger et, de l'avis des autorités académiques, il ne peut être question, en règle générale, de réduire la durée des voyages des boursiers. Dans certains cas spéciaux toutefois, il pourrait être utile de n'accorder qu'une demi-bourse.

Il ne paraît pas exagéré de doubler les récompenses prévues aux articles 53 et 55 susvisés.

Les bourses d'études qui font l'objet de l'article 54 sont également devenues insuffisantes quant à leur taux et quant à leur nombre.

Cet article fixe « à 120 les bourses de 400 francs à décerner annuellement à des jeunes gens belges peu favorisés de la fortune qui, se destinant aux études supérieures, ont fait preuve d'une aptitude dûment constatée à la suite d'un concours dont les conditions seront réglées par le Gouvernement »

Mais il y a plus, sous l'empire de la loi de 1849, le produit des inscriptions aux cours (minerval) était la propriété des professeurs. Ceux-ci pouvaient

y renoncer et y renonçaient en partie, au profit de certaines catégories d'étudiants. C'était, pour ces derniers, la gratuité ou la demi-gratuité des cours.

Cet avantage a été en fait supprimé par la loi du 22 février 1919 qui a donné au droit d'inscription aux cours le caractère d'un impôt.

« Le produit des inscriptions aux cours, dit l'article 2 de cette loi, est versé dans la caisse de l'État. » Les professeurs ne peuvent donc plus en disposer.

En portant de 120 à 400 le nombre des bourses et en fixant le montant à 1,000 francs au lieu de 400 francs, le présent projet de loi met les bourses d'études en rapport avec le renchérissement de la vie en même temps qu'il compense la suppression de la gratuité des cours.

Il paraîtra peut être excessif de porter de 48,000 francs à 400,000 francs la somme affectée à l'octroi des bourses d'études, mais un principe nouveau est introduit dans le projet : dorénavant, les bourses seront accordées à titre de prêt et non plus à titre de secours.

Toute acceptation de bourses comportera l'engagement d'honneur de restituer à l'État les fonds reçus.

Ces bourses seront, à mérite égal, attribuées de préférence : 1° à ceux qui ayant commencé des études universitaires, se trouveront empêchés de les continuer par suite de revers de fortune et 2° aux combattants, déportés et victimes de la guerre ainsi qu'à leurs enfants.

Il convient enfin de ne pas confondre les bourses dont s'occupe ce projet avec celles que pourra allouer la Fondation Universitaire due à M. Hoover. Cette Fondation doit, dans l'esprit des ses promoteurs, se surajouter aux charges de l'État et non pas les remplacer. L'organisation des bourses d'État étant réglée par la loi il est indispensable d'accorder cette loi avec la situation actuelle. Et au surplus, à ceux qui pourraient craindre que le nombre des bourses soit supérieur au nombre des jeunes gens vraiment dignes d'encouragement, il suffira de faire remarquer que l'octroi de ces bourses constitue pour l'État une faculté, et non une obligation et que le Gouvernement veillera à ce qu'elles continuent, comme par le passé, à n'être attribuées qu'à ceux qui les méritent réellement.

Dans ces conditions, le projet répond au désir fréquemment manifesté au Parlement de faciliter largement l'accès des études supérieures aux meilleurs éléments de la classe ouvrière.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

J. DESTRÉE.

Projet de loi modifiant les articles 53, 54 et 55 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 53, 54 en 55 der wet in dato 10 april 1890-3 juli 1891 op de begeving der academische graden en het programma der universiteits-examens.

ALBERT,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Sciences et des Arts présentera, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 53, paragraphe 1 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 est modifié ainsi qu'il suit :

« Des médailles en or de la valeur de 200 francs, accompagnées de prix de 800 francs, en argent ou en livres, peuvent être décernées, chaque année, par le Gouvernement aux Belges, auteurs des meilleurs mémoires en réponse aux questions mises au concours ».

ART. 2.

L'article 54 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Quatre cents bourses de 1,000 francs peuvent être accordées, annuelle-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten zal, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers voorleggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 53, eerste lid der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 wordt aldus gewijzigd :

« Gouden eerepenningen ter waarde van 200 frank met prijzen van 800 frank in geld of in boeken, kunnen telken jaren door de Regeering verleend worden aan Belgen, schrijvers van de beste verhandelingen in antwoord op de in wedstrijd gestelde vragen. »

ART. 2.

Artikel 54 derzelfde wet wordt door de volgende schikkingen vervangen :

« Vierhonderd beurzen van duizend frank kunnen jaarlijks, ten titel van

ment, à titre de prêt, par le Gouvernement à de jeunes Belges peu favorisés de la fortune, qui, se destinant aux études supérieures, ont fait preuve d'une aptitude dûment constatée à la suite d'un concours dont les conditions sont réglées par le Gouvernement.

» La collation d'une bourse n'astreint pas le titulaire à suivre le cours d'un établissement déterminé.

» Il peut être décerné des demi-bourses.

» A mérite égal, les bourses sont conférées de préférence :

» 1° A ceux qui, ayant commencé des études universitaires, se trouvent empêchés de les continuer par suite de revers de fortune;

» 2° Aux combattants, déportés et victimes de la guerre ainsi qu'à leurs enfants.

» Toute acceptation de bourses comporte l'engagement d'honneur d'en restituer le montant à l'État.

» Un arrêté royal réglera les modalités de cette restitution. »

ART. 3.

Les bourses de voyage prévues à l'article 55 de la loi précitée sont portées de 4,000 à 8,000 francs. Sur la proposition des jurys il peut être décerné des demi-bourses.

ART. 4.

Les articles 1 à 3 de la présente loi seront applicables, pour la première fois :

L'article premier, au concours universitaire de 1913-1915, organisé en 1920 ;

voorschot, door de Regeering worden verleend aan jonge weinig door de fortuin begunstigde Belgen die, zich bestemmende tot de hogere studiën, bewijzen hebben gegeven van bekwaamheid behoorlijk bestatigd ten gevolge van een wedstrijd waarvan de voorwaarden door de Regeering geregeld zullen worden.

» Het begeven eener beurs verbindt den titularis niet tot het volgen van den leergang in een bepaald gesticht.

» Halve beurzen kunnen toegestaan worden.

» Bij gelijke verdiensten worden de beurzen bij voorkeur toegekend :

» 1° Aan diegenen welke, universitaire studiën aangevangen hebbend, zich wegens tegenslagen in fortuin in de onmogelijkheid bevinden deze voort te zetten ;

» 2° Aan de strijders, opgeëischten en slachtoffers van den oorlog alsmede van hunne kinderen.

» Wie eene reisbeurs aanvaardt verplicht zich op zijne eer het bedrag ervan aan den Staat terug te betalen.

» Een koninklijk besluit zal de wijze dier teruggave regelen. »

ART. 3.

De reisbeurzen voorzien bij artikel 55 der voormelde wet, worden van 4,000 op 8,000 frank gebracht. Op voordracht der jury's kunnen halve beurzen toegekend worden.

ART. 4.

Artikelen 1 en 3 dezer wet worden voor de eerste maal toepasselijk :

Artikel één, bij de universiteitswedstrijd van 1913-1915, in 1920 ingericht;

L'article 2, à partir de l'année académique 1920-1921;

L'article 3, au concours de 1919 pour la collation des bourses de voyage.

ART. 5.

Notre Ministre des Sciences et des Arts est chargé de régler les détails d'exécution de la présente loi.

Donné à Lacken, le 9 juillet 1920.

Artikel 2, te beginnen met het academisch jaar 1920-1921;

Artikel 3, bij den wedstrijd van 1919 voor het toekennen van reisbeurzen.

ART. 5.

Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten wordt belast met de regeling der bijzonderheden dezer wet.

Gegeven te Laken, den 9^e Juli 1920.

ALBERT.

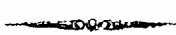
PAR LE ROI :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

J. DESTREE.



(IV)

(N^o 433)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JULI 1920.

Wetsontwerp tot wijziging der artikelen 53, 54 en 55 van de wet in dato 10^e April 1890-3 Juli 1891 op de begeving der academische graden en het programma der universiteitsexamens.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De aanmoedigingsmiddelen voorzien onder titel II der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891, houden niet langer meer verband met den tegenwoordigen levensstandaard. Om hunne beteekenis en doeltreffendheid te behouden dient hunne waarde vermeerderd.

Artikel 55 van voormelde wet rakende de universiteitswedstrijden, stelt de waarde der aan de bekroonden toe te kennen gouden medaille vast op 100 frank en den prijs op 400 frank (in geld of in boeken).

Artikel 58 stelt het bedrag der reisbeurzen vast op 4,000 franken, te verdeelen over twee jaar; de reglementen vergen, voor die som, een verblijf van zestien maand in den vreemde, en, naar oordeel der academische overheden, kan er in 't algemeen geen spraak van zijn den duur der reizen van de bekroonden in te korten. In zekere bijzondere gevallen zou het echter kunnen nuttig zijn slechts eene halve beurs toe te kennen.

Het verdubbelen der belooningen, zooals voorzien bij de artikelen 53 en 55 voormeld, komt niet overdreven voor.

De studiebeurzen, waarvan spraak onder artikel 54, zijn tevens onvoldoende geworden zoowel in opzicht van bedrag als van getal.

Dat artikel bepaalt op 120 de beurzen van 400 frank jaarlijks toe te kennen aan minder bemiddelde Belgen, die hogere studiën verlangen te doen en blijken hebben gegeven van eene bekwaamheid, behoorlijk vastgesteld ten gevolge van een wedstrijd, waarvan de voorwaarden door de Regeering zullen geregeld.

Er is echter meer : volgens de wet van 1849 was de opbrengst der inschrij-

vingen op de leergangen (minerval) de eigendom der professoren die zij mochten afstaan en feitelijk deels afstonden ten voordeele van zekere reeksen leerlingen. Voor deze laatsten beteekende dit kosteloosheid of halve kosteloosheid der leergangen.

Dit voordeel werd in feite afgeschaft door de wet van 22 Februari 1919, welke aan het inschrijvingsrecht op de leergangen den aard eener belasting geeft.

« De opbrengst dier inschrijvingen op de leergangen », luidt artikel 2 dier wet, « wordt in de Staatskas gestort ». De professoren beschikken er dus niet langer over.

Door het aantal beurzen van 120 tot op 400 te verhoogen en het bedrag ervan op 1,000 frank in plaats van 400 frank te stellen, brengt het huidige wetsontwerp de reisbeurzen in verhouding met de stijgende levensduurte en is het een vergoeding voor het afschaffen van kosteloze leergangen.

Misschien komt het overdreven voor de som, voor het toekennen van reisbeurzen bestemd, van 48.000 frank op 400.000 frank te brengen; doch een nieuw grondbeginsel komt in het ontwerp voor : voortaan worden de beurzen toegestaan den titel van leening en niet meer als hulpgeld.

Al wie eene beurs aanneemt zal op zijne eer verplicht zijn aan den Staat de voorgesloten fondsen terug te keeren.

Bij gelijke verdiensten zullen de beurzen bij voorkeur toegekend : 1^o aan diegenen welke na universiteitsstudiën begonnen te hebben zich wegens tegenslagen der fortuin in de onmogelijkheid bevinden voort te werken, en 2^o aan de oudstrijders, opgeëischten en slachtoffers van den oorlog, alsmede aan hunne kinderen.

Verder dient aangemerkt dat de beurzen, waarover het ontwerp gaat, niet mogen verward met de beurzen die de Universitaire Stichting, welke wij den heer Hoover danken, zal kunnen begeben. Naar de bedoeling van de instellers komt deze stichting den last van den Staat niet aflossen, maar aanvullen. De inrichting van de Staatsbeurzen wordt door de wet geregeld : de wet dient dan ook onvermijdelijk bij de tegenwoordige omstandigheden aangepast. En daarenboven zal het volstaan dezen welke mochten vreezen dat het aantal beurzen grooter wordt dan het aantal jongelieden die aanmoediging werkelijk waardig blijken, erop te wijzen dat de Staat deze beurzen toekennen kan, maar er niet toe verplicht is, en dat de Regeering ze bij voortduring niet begeben zal dan na echt gebleken verdienste.

In zulke voorwaarden beantwoordt het ontwerp den herhaald in het Parlement tot uiting gekomen wensch, als mocht de toegang tot hogere studie aan de beste krachten uit den werkenden stand, ruim vergemakkelijkt worden.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

J. DESTRÉE.

Projet de loi modifiant les articles 53, 54 et 55 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 53, 54 en 55 der wet in dato 10 april 1890-3 juli 1891 op de begeving der academische graden en het programma der universiteits-examens.

ALBERT,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Sciences et des Arts,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Sciences et des Arts présentera, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 53, paragraphe 1 de la loi du 10 avril 1890-3 juillet 1891 est modifié ainsi qu'il suit :

« Des médailles en or de la valeur de 200 francs, accompagnées de prix de 800 francs, en argent ou en livres, peuvent être décernées, chaque année, par le Gouvernement aux Belges, auteurs des meilleurs mémoires en réponse aux questions mises au concours ».

ART. 2.

L'article 54 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« Quatre cents bourses de 1,000 francs peuvent être accordées, annuelle-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Wetenschappen en Kunsten,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten zal, in Onzen Naam, aan de Wetgevende Kamers voorleggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 53, eerste lid der wet van 10 April 1890-3 Juli 1891 wordt aldus gewijzigd :

« Gouden eerepenningen ter waarde van 200 frank met prijzen van 800 frank in geld of in boeken, kunnen telken jaren door de Regeering verleend worden aan Belgen, schrijvers van de beste verhandelingen in antwoord op de in wedstrijd gestelde vragen. »

ART. 2.

Artikel 54 derzelfde wet wordt door de volgende schikkingen vervangen :

« Vierhonderd beurzen van duizend frank kunnen jaarlijks, ten titel van

ment, à titre de prêt, par le Gouvernement à de jeunes Belges peu favorisés de la fortune, qui, se destinant aux études supérieures, ont fait preuve d'une aptitude dûment constatée à la suite d'un concours dont les conditions sont réglées par le Gouvernement.

» La collation d'une bourse n'astreint pas le titulaire à suivre le cours d'un établissement déterminé.

» Il peut être décerné des demi-bourses.

» A mérite égal, les bourses sont conférées de préférence :

» 1° A ceux qui, ayant commencé des études universitaires, se trouvent empêchés de les continuer par suite de revers de fortune ;

» 2° Aux combattants, déportés et victimes de la guerre ainsi qu'à leurs enfants.

» Toute acceptation de bourses comporte l'engagement d'honneur d'en restituer le montant à l'État.

» Un arrêté royal réglera les modalités de cette restitution. »

ART. 3.

Les bourses de voyage prévues à l'article 55 de la loi précitée sont portées de 4,000 à 8,000 francs. Sur la proposition des jurys il peut être décerné des demi-bourses.

ART. 4.

Les articles 1 à 3 de la présente loi seront applicables, pour la première fois :

L'article premier, au concours universitaire de 1913-1915, organisé en 1920 ;

voorschot, door de Regeering worden verleend aan jonge weinig door de fortuin begunstigde Belgen die, zich bestemmende tot de hogere studiën, bewijzen hebben gegeven van bekwaamheid behoorlijk bestatigd ten gevolge van een wedstrijd waarvan de voorwaarden door de Regeering geregeld zullen worden.

» Het begeven eener beurs verbindt den titularis niet tot het volgen van den leergang in een bepaald gesticht.

» Halve beurzen kunnen toegestaan worden.

» Bij gelijke verdiensten worden de beurzen bij voorkeur toegekend :

» 1° Aan diegenen welke, universitaire studiën aangevangen hebbend, zich wegens tegenslagen in fortuin in de onmogelijkheid bevinden deze voort te zetten ;

» 2° Aan de strijders, opgeëischten en slachtoffers van den oorlog alsmede van hunne kinderen.

» Wie eene reisbeurs aanvaardt verplicht zich op zijne eer het bedrag ervan aan den Staat terug te betalen.

» Een koninklijk besluit zal de wijze dier teruggave regelen. »

ART. 3.

De reisbeurzen voorzien bij artikel 55 der voormelde wet, worden van 4,000 op 8,000 frank gebracht. Op voordracht der jury's kunnen halve beurzen toegekend worden.

ART. 4.

Artikelen 1 en 3 dezer wet worden voor de eerste maal toepasselijk :

Artikel één, bij de universiteitswedstrijd van 1913-1915, in 1920 ingericht ;

L'article 2, à partir de l'année académique 1920-1921 ;

L'article 3, au concours de 1919 pour la collation des bourses de voyage.

ART. 5.

Notre Ministre des Sciences et des Arts est chargé de régler les détails d'exécution de la présente loi.

Donné à Laeken, le 9 juillet 1920.

Artikel 2, te beginnen met het academisch jaar 1920-1921 ;

Artikel 3, bij den wedstrijd van 1919 voor het toekennen van reisbeurzen.

ART. 5.

Onze Minister van Wetenschappen en Kunsten wordt belast met de regeling der bijzonderheden dezer wet.

Gegeven te Laken, den 9ⁿ Juli 1920.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

J. DESTREE.

